

**GENRE, PAIX ET DEVELOPPEMENT LOCAL, LE ROLE DES
ORGANISATIONS FEMININES DANS LE MAINTIEN DE LA PAIX EN
CASAMANCE**

Par

Mamady DIÉMÉ

Doctorant en Sociologie, Université Assane SECK de Ziguinchor-Sénégal.

mamadydiem20@gmail.com

&

Ibrahima BA

Doctorant en Sociologie, Université Assane SECK de Ziguinchor-Sénégal.

ibrahimaba056@gmail.com

&

Moustapha TAMBA

**Professeur titulaire de classe exceptionnelle, UCAD, université Cheikh Anta
Diop de Dakar-Sénégal.**

moustamba@yahoo.fr

Résumé

Le concept de genre et développement est en partie le fruit de la deuxième vague du féminisme qui a marqué les sociétés occidentales à partir de la fin des années 1960. Il visait à contester la notion de « condition féminine » dominante à cette époque dans les sciences sociales qui appréhendaient essentiellement le rôle de la femme dans la sphère familiale. Le concept de genre a été utilisé pour la mise en évidence des « rapports sociaux de sexe » au

sein de la société. Il a pour but de relever le statut des femmes et de favoriser le développement dans son ensemble. Plusieurs projets en venaient à percevoir les femmes comme une force de travail majeure et essentielle au développement socio-économique d'un pays. En effet, l'intégration des femmes au développement s'est transformée dans le tiers-monde en une façon de manipuler la force de travail des femmes pauvres pour occuper les tâches les moins payées du processus de production capitaliste.

De la remise en question de cette approche et des changements qui lui ont été apportés est née la deuxième approche, soit l'approche GED. Celle-ci a pour but d'aider les femmes à se prendre en charge et de faire partager les bénéfices du développement à l'ensemble des hommes et des femmes. Elle tente donc d'améliorer la qualité de vie des femmes en leur permettant de participer au développement socio-économique de leur pays et ainsi avoir un certain pouvoir et un certain contrôle sur la façon la plus adéquate de répondre à leurs besoins. Cette approche a comme point de départ historique la reconnaissance de la subordination des femmes. Elle vise ultimement à éliminer la subordination du genre féminin au genre masculin.

En ce qui concerne le Sénégal, les femmes réagissent pour contrer les effets de la pauvreté en s'impliquant dans le développement socio-économique du milieu rural et urbain. Elles soutiennent aussi les hommes dans les grandes cultures, s'occupent de la transformation et de la commercialisation des produits récoltés. Les semis, le désherbage, les récoltes, le conditionnement lui sont, par tradition, réservés. Ces multiples activités participent à la définition de l'identité féminine et de son statut social. Il s'agit de l'importance d'une pleine participation active des femmes, dans des conditions d'égalité, à la prévention et au règlement des conflits ainsi qu'à l'édification et au maintien de la paix. La présente étude se veut une contribution pour l'éclairage des questions de genre par le diagnostic du rôle des organisations féminines dans le maintien de la paix, de développement et du leadership féminin. Il s'agit de montrer la place de la femme dans la construction, la consolidation de la paix et le développement durable.

Mot clés : Femme, Paix, Développement, Casamance, Genre.

Abstract

The concept of gender and development is in part the fruit of the second wave of feminism that marked Western societies from the end of the 1960s. It aimed to challenge the notion of "female condition" dominant at that time in science social groups which essentially understood the role of women in the family sphere. The concept of gender has been used to highlight "social relations of sex" within society. It aims to raise the status of women and promote development as a whole. Several projects came to perceive women as a major labor force essential to the socio-economic development of a country. Indeed, the integration of women in development has turned in the Third World into a way of manipulating the labor force of poor women to take on the lowest paid jobs of the capitalist production process.

From the questioning of this approach and the changes made to it, the second approach was born, the GED approach. This aims to help women take charge and share the benefits of development with all men and women. It therefore tries to improve the quality of life of women by allowing them to participate in the socio-economic development of their country and thus have a certain power and control over the most appropriate way to meet their needs. This approach has as a historical point of departure the recognition of the subordination of women. Its ultimate goal is to eliminate the subordination of the feminine to the masculine gender.

In Senegal, women are reacting to counter the effects of poverty by getting involved in the socio-economic development of rural and urban areas. They also support men in arable crops, take care of the processing and marketing of harvested products. Sowing, weeding, harvests and conditioning are traditionally reserved for it. These multiple activities contribute to the definition of female identity and her social status. It is about the importance of the full and active participation of women, on equal terms, in the prevention and resolution of conflicts and in the building and maintenance of peace. This study is intended to be a contribution to illuminating the conflict by diagnosing the role of women's organizations in the maintenance of peace, development and women's leadership. It is about showing the place of women in the construction, consolidation of peace and development.

Keywords: Women, Peace, Development, Casamance, Gender.

Introduction

La problématique « genre, paix et développement » fait l'objet d'une littérature et des études abondantes. À partir de la fin des années 1960, les sociétés occidentales ont été marquées par la seconde vague de contestation du féminisme dominante. Cette conquête a commencé à prendre pied en Europe avec l'émergence des mouvements féminins, même si elle demeure, pour l'heure, inachevée. Au-delà du statut et de la place des femmes dans la société, ces mutations ont sérieusement affecté les relations entre hommes et femmes (Margaret Maruani, 2005). Pourtant, le concept genre a été utilisé pour la mise en évidence des « rapports sociaux de sexe » au sein de la société. Les travaux de Danoise Esther Boserup sur le genre et développement s'appuient sur une dimension comparative pour contester la théorie « socio-biologique » de la fixité des « rôles » de genre (Esther Boserup, 1970). Elle y dénonce la marginalisation des femmes du fait de « l'androcentrisme » des interventions occidentales au Sud, dans des sociétés où la tradition voyait souvent hommes et femmes participaient à la vie économique et sociale des communautés.

En réalité, dans chaque société, les statuts et les rôles assignés aux hommes et aux femmes sont déterminants pour leur participation au développement de leur communauté. Aussi, de nombreux auteurs et certains mouvements féministes notent que les inégalités constatées dans les relations hommes et femmes ne cessent de s'accroître, faisant de la discrimination entre les sexes, la forme d'exclusion la plus répandue. L'inégalité en termes de rapports de pouvoir ou de participation à la prise de décision est l'une des causes structurelles de l'instabilité politique et sociale qui ralentit le développement socio-économique des nations. Ainsi, la diffusion des intrants dans l'agriculture, la privatisation des terres, l'accès aux marchés, à la monnaie, à l'éducation et aux emplois publics profite essentiellement aux hommes, aboutissant à une dégradation de la position sociale des femmes. Cet état de fait se traduit par un « manque à gagner » en matière de développement. En effet, ces périodes correspondent à l'apparition des politiques d'industrialisation dans les pays dits en développement qui ont entraîné la féminisation des emplois et de la force productive de travail. Cela s'est traduit avec l'occupation des femmes à des emplois précaires, peu rémunérés avec de faibles possibilités d'avancement (Levy, 1991). À cet effet, même si les femmes contribuaient bel et bien à la croissance économique de leur pays, cette situation n'a

pas fait que maintenir et empirer la pauvreté vécue par celles-ci. De plus, elle a considérablement dégradé leur qualité de vie, et ce, en leur attribuant davantage de fonctions sans tenir compte de leurs besoins et des Infrastructures nécessaires pour y répondre.

C'est partant de cet état de fait que l'on assiste depuis ces trente dernières années à une forte participation des femmes dans les prises de décision, le maintien de paix et le développement socio-économique de leur pays. En effet, la plupart des organisations locales et internationales qui interviennent dans les projets de développement ont mis sur pied des programmes visant spécifiquement les femmes. Par souci d'orienter leur support et leurs ressources vers les besoins particuliers, ces programmes ont favorisé leur pleine participation au développement de leur société et à des résolutions de conflits. C'est dans ce sillage que la création des activités génératrices de revenus a été fortement ciblée et mise en œuvre comme stratégie pour permettre aux femmes d'améliorer leur qualité de vie dans un contexte de guerre.

Dans ce même élan, de renforcer l'implication des femmes dans le processus de maintien de paix, d'autres résolutions connexes a vu le jour. Il s'agit notamment de la résolution 1820 qui indique clairement le lien entre la violence sexuelle en tant que tactique de guerre et les questions concernant les femmes, la paix et la sécurité (rapport du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2000). Autrement dit, elle reconnaît la violence sexiste et sexuelle comme une arme de guerre.

En examinant la littérature publiée sur le processus de paix en Casamance, on constate que la participation de la femme est une affaire peu approfondie. Toutefois, il existe des recherches qui soulignent le travail de certaines femmes en faveur de la paix en Casamance. Il s'agit des travaux de Seynabou Male Cissé sur le leadership féminin et la paix en Casamance, les initiatives des associations féminines citant comme exemple les « *Usanas* » à Ziguinchor (Beck ; Foucher, 2009).

Les femmes représentent la couche sociale la plus vulnérable aux effets des conflits armés. Depuis le début du conflit en Casamance (1982) à nos jours, on dénombre plus de vingt mille réfugiés répartis entre la Guinée-Bissau et la Gambie, dont 60% sont des femmes (rapport de « *Usoforal* », 2016). En ce sens, il importe de connaître la contribution et les initiatives de paix des associations féminines de la Casamance. Dans cette optique, il est important de s'interroger sur la problématique du rôle des organisations féminines dans le

maintien de la paix en Casamance. Il s'agit également de déterminer le leadership féminin dans le maintien et la construction de la paix en Casamance.

I. Méthodologie

La méthodologie utilisée dans cette étude est celle d'une approche qualitative. L'étude comprend un volet de recherche documentaire et d'analyse de données de terrain. La revue de la littérature a essentiellement porté sur les discours, les interviews, les ouvrages, et surtout les articles, etc. Analyser les stratégies d'intervention des femmes dans le maintien de la paix et du développement, permet de faire une lecture sur les motivations des acteurs, les démarches engagées et le statut des acteurs. Il convient dès lors de mettre en perspective le rôle des leaders dans la construction de paix. Ces données obtenues par la suite font l'objet d'une analyse de contenu. L'enquête s'est déroulée dans la région de Ziguinchor. Elle a commencé au mois de mars en début mai 2021 et s'est poursuivie au courant du mois de septembre 2021.

II. Place de la femme dans le processus de développement

En Casamance de manière particulière, les femmes jouent un rôle indéniable dans la lutte contre la pauvreté à travers leur participation aux processus de développement socio-économique. Elles sont à l'origine de plusieurs activités pionnières telles que le maraichage, le commerce, la riziculture, la transformation, etc. Aujourd'hui, il est presque impossible d'envisager des projets de lutte contre la pauvreté en dehors des femmes. En effet, la production économique rurale casamançaise étant essentiellement agricole dans presque chaque famille, le travail se fait collectivement dans les champs destinés à la consommation familiale. Parallèlement, chaque membre de la famille a la possibilité de réaliser une production particulière à des fins personnelles et les femmes se sont spécialisées dans les activités maraichères et agricoles. Cela démontre clairement leur contribution au développement socio-économique de la région en particulière et du pays en général.

Habituels détenteurs du statut de chefs, les hommes se trouvent de plus en plus souvent contraints de céder la place à leurs épouses. Face à cette situation, le rôle croissant des femmes comme soutien de famille n'échappe pas à l'observation du vécu quotidien. Elles sont de plus en plus amenées à jouer un rôle important dans l'économie du ménage. Bien au-delà du simple apport complémentaire aux petites dépenses quotidiennes, la contribution croissante des femmes aux revenus des ménages compte parmi les nombreuses

microstratégies d'adaptation démo-économiques » (Coussy, 1996) mise en œuvre dans les familles.

Aujourd'hui avec le développement des villes et la modernisation des échanges, les femmes sont devenues des actrices incontournables dans le processus et les projets de développement socio-économique. Elles contribuent à la construction de l'économie à travers des organisations sociales de nature collective bien structurées telles que les associations et les groupements. Le développement de ces structures concourt également à la formation des réseaux sociaux qui revêtent différentes formes et qui servent à absorber le choc provoquée par la crise (Fall, 1993).

Dans cette perspective, ce sont souvent les femmes qui se distinguent le plus souvent dans ces réseaux sociaux économiques en milieu rural, voire urbain. En s'appuyant sur les rapports existants de solidarité, ces réseaux se modernisent et s'intègrent d'autres types de solidarités et de liens, créés par de nouvelles appartenances dont la trame constitue un tissu spécifique urbain (Fall, 1993). Cette organisation montre la place et la contribution des femmes dans le développement socio-économique.

III. Mécanismes et stratégies d'intervention des femmes dans le maintien de paix

III.1. Mécanismes d'intervention

La crise en Casamance a entraîné des conséquences lourdes dans tous les segments de la vie des populations casamançaises (les populations torturées, les villages abandonnés, l'économie ruinée, bref les populations laissées à elles-mêmes). En effet, cette situation a poussé certains acteurs ou actrices à prendre des initiatives de construction ou de maintien de paix en Casamance. C'est dans cet ordre d'idée que certaines associations de femmes pour la paix en Casamance (*Usoforal*, Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance, *Kabonketoor*) se sont engagées à travers des interventions diverses et variées dans cette problématique. Cet engagement contribue fortement à la consolidation des acquis dans le cadre du processus de paix, mais aussi à l'amélioration du cadre de vie des populations affectées par le conflit. Ainsi, cette intervention se situe à un seul niveau : il s'agit d'une intervention directe. Autrement dit, elles traitent directement avec les victimes sans passer par un intermédiaire quelconque. Cette démarche met les populations victimes au cœur du

processus de prise de décision du début à la fin. C'est le cas souvent observé sur l'intervention d'« Usoforal » dans certaines communes en Casamance.

«USOFORAL est une organisation féminine établie à Ziguinchor dans le cadre de la promotion de la paix et du développement. Elle contribue à l'amélioration de la situation socio-économique et au renforcement de capacités des populations en vue de faire émerger une nouvelle citoyenneté. Sa démarche se base sur une approche participative des communautés locales. Son action se développe à partir des potentialités des communautés et non des besoins, en renforçant les dynamiques de paix. Ces principes inaliénables guident ces actions et permettent de remplir ses missions. Ces dernières consistent à protéger la vie et la dignité des victimes de guerre, à apporter de l'assistance aux victimes de conflit, à contribuer au développement et à l'autonomisation des femmes. En effet, dans le cadre de notre intervention dans les communes de Boutoupa-Camaracounda et d'Adéane, nous intervenons directement sur les populations victimes pourvues les conséquences qu'elles ont subies. Cette intervention est en étroite ligne de notre approche participative ». (Madame Cissé, Coordonnatrice de Usoforal).

II-2) Stratégies d'intervention

Dans le processus de maintien de paix en Casamance, les femmes ont développé différentes stratégies d'intervention dans les zones impactées par le conflit. Ces stratégies consistent à la sensibilisation, à l'éducation à la non-violence, aux techniques de résolution des conflits, etc. En effet, elles travaillent sur des stratégies consistant à accorder une grande responsabilité aux acteurs locaux et prennent le point de départ des potentialités des communautés et non de leurs besoins en vue de renforcer les processus "d'empowerment". Cette stratégie requiert une grande participation des acteurs et des communautés au processus de maintien de la paix. Elle se situe à six (6) niveaux :

– L'information :

Ne dit-on pas que le manque d'information installe la désinformation ou le mal information. La mauvaise information est source de conflit. De ce fait les associations des femmes pour la paix en Casamance mettent plus d'accent sur ces différents volets à travers des émissions radio et des causeries. Selon le responsable de « Kabonketoor », l'information et la

communication sont importants pour la mise en œuvre des projets et pour le partage des résultats des projets par la participation accrue des populations dans tout le processus.

– **Sensibilisation :**

Elle joue un rôle primordial dans la résolution des conflits. Elle s'inscrit autour de trois axes majeurs : les idéaux de paix, le pardon, la réconciliation. « *Usoforal* » a élaboré plusieurs stratégies pour bien mener sa campagne de sensibilisation. Il s'agit de la sensibilisation sur les valeurs humanitaires, le théâtre traditionnel, le théâtre forum, l'exposition sur le « Pagne Bandial ».

– **Formation :**

Elle est aussi importante pour le renforcement des capacités des acteurs (les capacités organisationnelles (diagnostic à la mise en place d'une fédération), capacités techniques par exemple les techniques culturelles, les capacités de gestion financière, de commercialisation, de transformation des produits, mais des renforcements de capacités pour les besoins stratégiques : genre, leadership, plaidoyers, DESC, Droits civils et politiques).

Pour ces associations, les formations représentent une urgence par rapport au contexte de retour envisagé des populations déplacées ; parmi elles, des combattants. C'est dans ce cadre que le Comité Régional de Solidarité des Femmes pour la Paix en Casamance (C.R.S.F.P.C) « *Usoforal* » a jugé nécessaire d'organiser des sessions de formation en « Gestion non Violente des Conflits » à l'intention de groupements de femmes, des chefs de villages, des élus locaux, des jeunes collégiens, lycéens, étudiants. Cela a permis aux communautés de développer à la base, des stratégies de résolution des conflits en insistant sur la communication à la non-violence, à la médiation, etc. Aujourd'hui plus de dix mille personnes (leaders communautaires, combattants du MFDC, GPF, élèves médiateurs, partenaires, ASC ...) ont été formées sur les mécanismes de gestion des violentes et conflits.

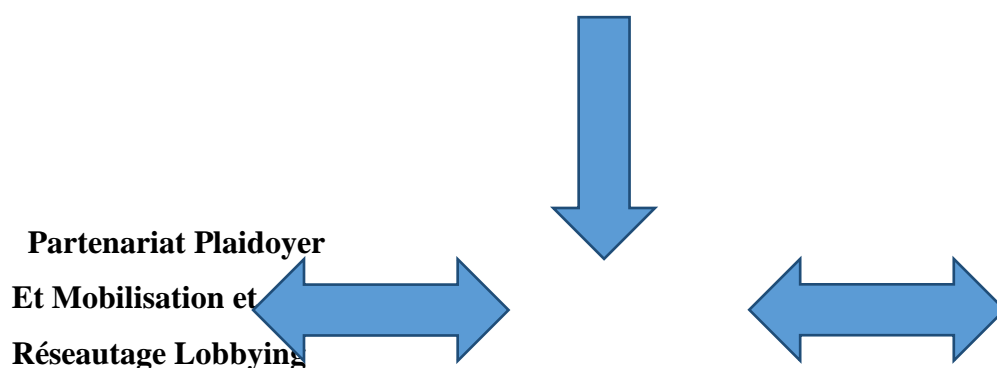
– **Mobilisation :**

Elle est une stratégie liée aux activités de plaidoyer, de lobbying, de réseautage et de partenariat. Elle consiste à faciliter le retour des combattants, au dépôt des armes et à la mise en œuvre de la parité intégrale notamment dans les instances de prise de décision.

Ce schéma matérialise la stratégie d'intervention


<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>


ISSN: 2458-6250

Information Sensibilisation Formation

Source : données de terrain 2020.

III : Les actions réalisées par les associations féminines

Le conflit en Casamance est l'un des plus vieux conflits de l'Afrique subsaharienne. Il dure pendant plus de trente-huit (38) ans, sans pour autant que se dessinent des perspectives durables de paix. Les négociations se sont même arrêtées à un certain moment à cause de refus du MFDC de s'asseoir à la table des discussions sous réserve de ne point aborder sur le statut de la « sénégalité » de la Casamance.

En 1999, après quatre accords de cessez-le-feu et à la suite des accords de Banjul de janvier 1999 et février 2000, aucun espoir de paix n'a émergé (Jean Claude Marut (en ligne) consulté le 12/04/2013). Pour autant, les efforts pour la recherche de la paix étaient soutenus de façon importante par les acteurs de la société civile notamment les ONG internationales et nationales. Ces dernières ne sont pas arrivées à la signature d'une paix définitive même s'il faut noter qu'elles ont accompagné et appuyé le processus de paix dans le domaine du plaidoyer auprès des belligérants pour les encourager à démarrer les discussions et des négociations sérieuses. Auprès des populations, elles ont insisté sur la réconciliation, le pardon pour convaincre les combattants de s'inscrire dans la dynamique de paix. Elles ont contribué à l'éveil auprès des populations notamment des jeunes, des femmes, des hommes, etc. sur les conséquences de ce conflit. C'est dans cette ligne de conduite que la plupart des associations des femmes se sont inscrites dans une démarche originelle et participative pour la consolidation de la paix en Casamance. Ainsi, pour réussir cette mission, les femmes de « *Usoforal* » ont conduit des stratégies d'invention. Il s'agit du :

III-1) Le Renforcement des potentiels de paix

Le renforcement des potentiels de paix a pour objectif d'impliquer les populations en particulier les femmes et les jeunes dans la consolidation de la paix, mais aussi de renforcer le partenariat au niveau local pour impulser le processus de négociation entre le MFDC et l'Etat du Sénégal. Dans cette même dynamique, ces femmes impulsent des activités de promotion de la paix par l'accompagnement des initiatives socio-économiques intégrantes pour installer un état de confiance et de relations de bon voisinage et l'amélioration des conditions de vie des populations. En effet, dans ce domaine, le CRSFPC /USOFORAL s'est illustré dans certaines communes de son intervention à travers les activités réalisées. Il s'agit des activités :

- La mise sur pied d'une fédération regroupant 52 groupements de femmes, dont 1248 membres en 2012 ;
- La formation en CNV-GNV et médiation en 2012 ;
- L'autonomisation des femmes dans le but de les inciter à la recherche de paix en 2014 ;
- La Formation en genre et édification à la paix en 2015 ;
- La Mise sur pied d'un observatoire des conflits en 2013 ;
- La Formation des membres en CNV le 16/12/2013 et GNV en 2013 ;
- L'organisation de l'université populaire de Niabina, de Samick, de Barakabounao, de Camaracounda, de Bambadinka en 2016 ;
- La sensibilisation des noyaux de gestion de conflit à Boutoupa sur le vol de la noix d'Acajou pour la zone de Boutoupa le 12/04/2016.

Tous ces efforts ont contribué à la consolidation des acquis de paix en Casamance. Ainsi, la présidente des GPF de la commune de Boutoupa-Camaracounda précise :

« Nous remercions très fortement Usoforal à travers ma voix en qualité de présidentes des GPF de la commune d'Adéane, depuis leur arriver ici dans notre commune d'Adéane, Usoforal ne cesse pas de nous appuis dans tous les domaines. Surtout dans le domaine de la consolidation de la paix et du développement ; merci à sa Coordinatrice Seynabou MALE CISSE et son équipe grâce à vous et d'autres partenaires de la commune, les populations de notre commun ont eu le cadre de dialogue, de concertation pour ensemble, main dans la main trouver les voies de

sorties de cette crise qui du point de vue quantitatif et qualitatif a entraîné le retard énorme à la commune (...). »(Mariama Sy, présidente des GPF).

Cette figure 1 visualise clairement l'axe renforcement des potentiels de paix



Source : images fournies par Usoforal, mai 2016

III-2) Le leadership féminin

Les associations des femmes pour la paix sont beaucoup intervenues dans le leadership féminin et citoyenneté. À cet effet, « *Usoforal* » a mis en place d'une fédération qui regroupe près de 11000 femmes avec comme mission l'émergence d'un leadership féminin. Elle regroupe en partie les conseillères élues des différentes communes de leur intervention. Ces initiatives consistent à organiser des rencontres sur la plaidoirie de l'accès des femmes à la terre, aux violences faites aux femmes et à l'égalité de genre. En effet, ces rencontres ont permis les femmes de prendre conscientes de leur situation et de leur rôle de mère et d'actrice de développement.

C'est à partir de ces rencontres que les femmes des communes de Boutouba-Camaracounda et de Adéane ont commencé à prendre des initiatives en faveur de la promotion de la paix en Casamance. Ainsi pour réussir cette mission, les associations des femmes pour la paix ont mis en place un espace de capacitation et d'accompagnement des femmes en leadership et citoyenneté. Cet espace a contribué à la formation de plus de 600 femmes en gestion de conflit, en médiation, à l'éducation non violente, etc. Ces propos de la présidente des GPE de la commune de Boutouba-Camaracounda réconfortent notre analyse quand elle précise :

« Nous rendons un hommage mérité au le comité Régional de Solidarité des femmes en Casamance/USOFORAL qui nous a beaucoup accompagnés dans les moments très difficiles ; grâce à ces braves femmes, nos mots sur le conflit ont été entendus partout au Sénégal. Le comité USOFORAL était au début à la fin du processus qui a permis aujourd'hui les femmes des communes de l'arrondissement de Niaguis de s'impliquer réellement dans la consolidation de la paix en Casamance. A ma qualité de présidente des GPE de la commune de Boutouba- Camaracounda permettait moi encore de rendre un hommage mérité à ce jour historique du 26 juillet 2016 placé sous le thème : journée de retrouvailles à Madame Cissé directrice de l'organisation à ma pite sœur Aissatou DIEDHIOU, directrice d'ECAF et tous les membres de leur boîte. » (Ana Mendy, présidente d'un GPF).

La figure 2 ci-dessous permet de lire claire les axes d'interventions de *Usoforal* dans le domaine du leadership féminin et de la citoyenneté.



Source : images fournies par *Usoforal*, mai 2016

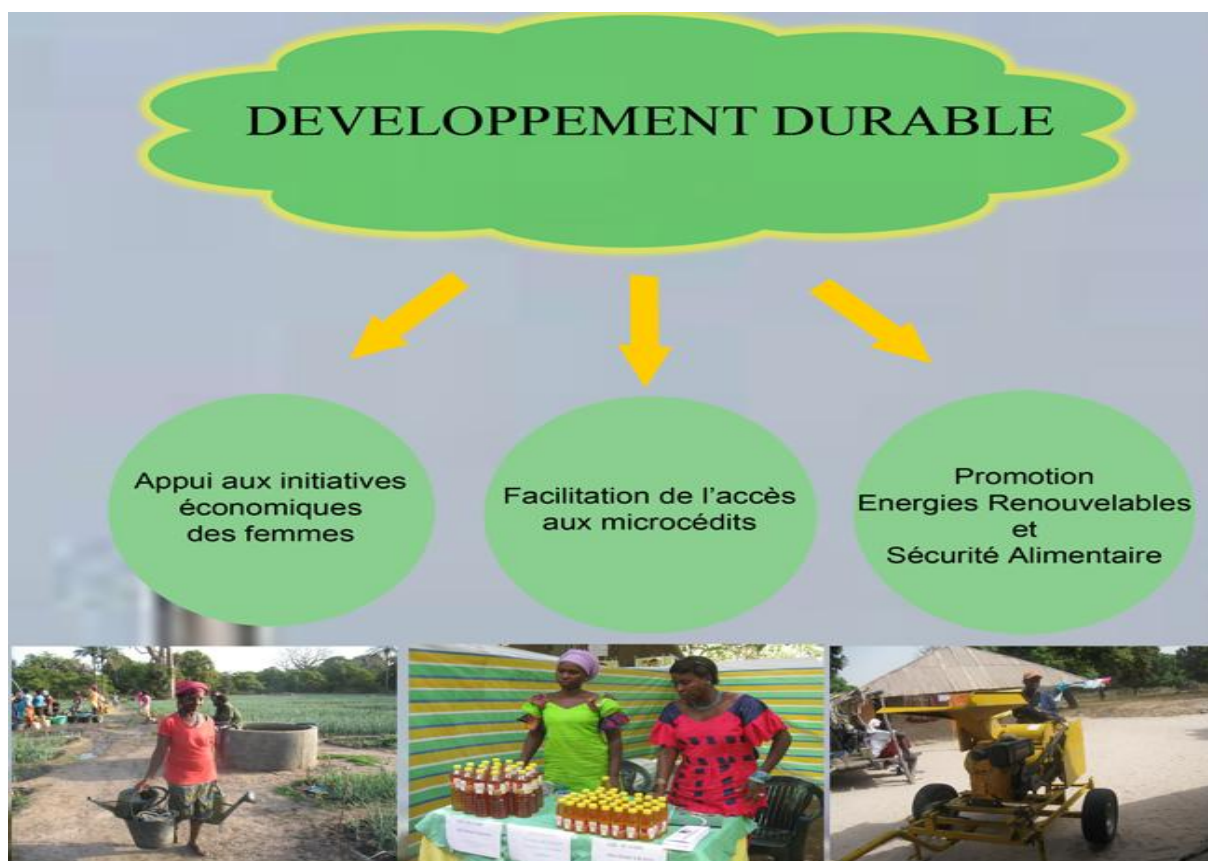
IV. Femme et développement durable

S'agissant du développement durable, les femmes appuie sur les initiatives socio-économiques à travers le rétablissement des infrastructures productives et commerciales, la facilitation de l'accès au micro crédit, le renforcement des capacités économiques des acteurs locaux, l'allégement des travaux des femmes, la promotion de l'agro écologie en milieu rural ; la promotion des énergies alternatives et la gestion des ressources naturelles, etc.

Dans cette dynamique, USOFORAL collabore depuis 2003 avec les partenaires au développement notamment : le WFD (Welfriedensdienst (service pour la paix dans le monde) État du Sénégal, AJWS (American Jewish World Service), New field Foundation, ACPP (Assenblée de Coopération pour la Paix), Diputation Foral de Bizkaia (une ville

d'Espagne), Ajuntament de Lleida (une ville d'Espagne), ANDAOING (une ville d'Espagne), BM (Banque Mondiale), Union européenne, etc.

Figure 3 sur l'implication des femmes dans le développement durable et à la promotion de l'entrepreneuriat



Source : images fournies par *Usoforal*, mai 2016

V. Contrainte et limites de l'action

L'insécurité liée au conflit en Casamance est l'un des facteurs qui bloquent la réalisation de certains projets ou programmes de paix et du développement en Casamance. Cela constitue un handicap majeur au retour de paix en Casamance et le développement en ce sens que l'accès dans certains villages reste très difficile à cause de l'insécurité de la zone. Ce qui a du coup, limité l'intervention des femmes dans certaines zones les plus touchées par le conflit. Autres difficultés qui limitent leur intervention, se caractérisent par leur statut ambigu de connivence avec l'État qui, en principe, est considéré comme le premier rival du MFDC. De plus, certains combattants du MFDC considèrent les associations des femmes pour la paix

en Casamance comme des collaborateurs de l'État et qui participent à sa politique de développement. Ce qui rend souvent difficile la collaboration entre la structure et certaines fractions du MFDC. Ainsi, un agent de « *Usoforal* » précise :

« On est considéré dès fois comme des collaborateurs de l'État. Pour certaines fractions du MFDC, nous sommes des envoyés de l'État central. Or, nous travaillons pour la Casamance en paix. Nous motivons et engageons pour le processus de consolidation de paix c'est-à-dire le retour définitif de la paix en Casamance ».
(Montang, agent de *Usoforal*)

Cette déclaration de Montang laisse apparaître un sentiment de rejet ou de refus de certains combattants du MFDC de l'intervention des femmes dans le maintien de paix. Ce qui justifie alors certaines limites de leur intervention. En outre, le manque et le retard crucial des financements auprès des bailleurs restent aussi un problème majeur qui limite leurs actions dans le temps et dans l'espace. Aujourd'hui, vu la conjoncture financière nationale et internationale, les associations mobilisent difficilement les fonds pour la réalisation de leurs projets et programmes. En effet, cette situation n'est pas spécifique aux associations féminines, en réalité elle est perceptible dans presque toutes les ONG en Casamance. La majeure partie des ONG qui sont en Casamance, surtout nationales ou locaux, n'arrivent pas à mobiliser suffisamment de moyens financiers pour réaliser leurs projets.

L'approche participative utilisée par certaines associations féminines (*Usoforal*), qui consistait à impliquer les populations surtout les victimes du conflit, au processus de paix a connu à certains moments des limites. Dans cet élan de la consolidation de la paix en Casamance « *Usoforal* » a prôné une démarche participative et inclusive à travers les activités des universités populaires. Ce cadre de dialogue, de concertation et d'échange consiste à regrouper toutes les populations de différents villages des zones d'intervention, dans le but de revisiter les mécanismes traditionnels de résolution de conflit.

Malheureusement certains paramètres historiques et sociaux culturels n'ont pas été bien pris en compte. Il s'agit notamment les réalités de la diversité culturelle. En effet, dans ces communes la diversité culturelle est une réalité qui devrait être un atout pour la consolidation de la paix. Malheureusement, ces populations n'ont pas les mêmes mécanismes et techniques de résolution de conflit. Cette évidence n'a pas été malheureusement bien intégrée dans

l'approche entreprise par les organisations féminines. Ce qui justifie d'ailleurs les dysfonctionnements notés dans le cadre du fonctionnement des universités populaires. C'est ainsi qu'une victime du conflit déclare :

« Il très difficile pour nous de consolider la paix dans nos communes à partir des mécanismes traditionnels de résolutions de conflit en ce sens que nous n'avons pas les mêmes réalités sociales historiques donc évidemment nous n'aurons pas les mêmes mécanismes et techniques de résolution de conflit et de consolidation de paix. Hors dans l'approche utilisée par Usoforal à travers les Universités Populaires, la structure n'a pas bien pris en compte cette réalité ce qui justifie à mon avis certains dysfonctionnements notés dans cadre de la consolidation de la paix dans notre commune. » (Gnoucky, victime du conflit).

Conclusion

Au terme de cette étude, il devient de plus en plus clair que le rôle des femmes dans la résolution des conflits et leur engagement dans les activités socioéconomiques ont donné une suite favorable au processus de paix. Ainsi, leur rôle dans la résolution du conflit est fondamental ; aider les populations à bien retrouver le souffle, les soutenir et en favorisant l'économie locale. Cet engagement contribue à la consolidation des acquis dans le cadre du processus de paix, mais aussi à l'amélioration du cadre de vie des femmes. Cette étude montre le rôle des organisations féminines dans le maintien de la paix, de développement et du leadership féminin. Il s'agit de montrer la place de la femme dans la construction, la consolidation de la paix et le développement durable. Elle nous a aussi permis d'appréhender l'implication des femmes dans le développement local mais aussi de soulever les questions de genres et de leadership féminin.

Références

- BELLONCLE Guy, « coopérative et développement en Afrique sahélienne » Sherbrooke, Québec, CEDEC, deuxième édition, 443 p, 1979.
- BOSERUP Esther, "Women's role", in *Economic Development*, Paris, Karthala, 1970.
- BOSERUP Ester, (1970-1983), la femme face au développement économique, Paris, PUF, Coll. « sociologie d'aujourd'hui », 1970.

CISSE, K., 2004, la revendication politique et citoyenne comme réponse à la Marginalisation des Femmes dans le Développement : le cas du Sénégal, CODESRIA, Assemblée générale, Kampala, 13P, document disponible en ligne à l'adresse suivante <http://www.codesria.org/IMG/pdf/CISSE>.

COUSSY Jean et VALLIN Jacques, « Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques », Paris, « les études du Ceped », n°13, 1996.

DIOUF Maktar, « Intégration économique », in perspective africaine, préface Cheikh Anta Diop, nouvelles éditions africaines/publisud, 1993.

DROY Isabelle, « Femme et développement », Paris, Karthala, 1990.

EIDE Ingrid, « Les femmes dans le développement » ; un cadre d'analyse en dix points, mémoire de maîtrise, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), 1993.

FOUCHÉ Vincent, « Pas d'alternance en Casamance », *Politiques africaines*, 2003.

HOFMANN Élisabeth et GNANOU Marius, « l'intégration de la dimension genre dans une intervention de développement » : mythe ou réalité ?, Regard, (CNRS-IRD) à la Maison des Suds à Bordeaux, 2002.

MARUANI Margaret, 2005, dans femmes, genre et sociétés, pages 7 à 12, mis en ligne sur Cairn.info le 01/04/2016, <https://doi.org/10.3917/dec.marua.2005.01.0007>.

LABRECQUE Marie France, « Femmes, développement et idéologie : un cas au Mexique, in Recherche Féministes, 1988.

LEVY Pierre, L'idéographie dynamique. Vers une imagination artificielle ?, Paris, La Découverte, 1991.

SARR Fatou, « politique de développement et marginalisation des femmes », mémoire de maîtrise à l'IPDSR, 1998.

SARR Fatou, « Entrepreneuriat féminin au Sénégal », préface de Samir Amin, forum du tiers monde, Paris, L'Harmattan, 1998.

SAVANE Marie-Angélique, Femmes et développement en Afrique de l'Ouest, incidence des transformations socio-économiques sur le rôle et le statut des femmes, Genève, UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social), 1986.

SOW Ndèye, les politiques gouvernementales de promotion des femmes, Dakar, AFARD (Association des femmes africaines pour la recherche et le développement), 1992.

SOW, Fatou, « Mobilisation des femmes en Afrique de l'Ouest », in Gender Equality. Striving for Justice in an Unequal World, Geneva, UNRISD, 2005.